



Actualités cartographiques : Cartes United Nations. Liban méridional. Déploiement de la FINUL

Michael F. Davie

► To cite this version:

Michael F. Davie. Actualités cartographiques : Cartes United Nations. Liban méridional. Déploiement de la FINUL. Annales de Géographie de l'Université Saint-Joseph, 1980, 1, pp.136-144. hal-01088939

HAL Id: hal-01088939

<https://hal.science/hal-01088939>

Submitted on 1 Dec 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Michael F. Davie

Actualités cartographiques

United Nations. Liban méridional. Déploiement de la FINUL.

Mois de janvier 1979, juin 1979, décembre 1979 et juin 1980.

UNITED NATIONS, 1979 : Liban Méridional. Déploiement de la FINUL au mois de janvier 1979. United Nations, January 1979. Ref : 3.000 rev 1. 28 x 40 cm.
idem, déploiement de la FINUL au mois de juin 1979. Ref : 3.000 rev 4.
idem, déploiement de la FINUL au mois de décembre 1979. Ref : 3.000 rev 5.
idem, déploiement de la FINUL au mois de juin 1980. Ref : 3.000 rev 6.

Ces documents, à la légende multilingue et à une échelle approximative de 1/185.000 montrent l'état du déploiement des contingents de la FINUL dans les divers secteurs du sud-Liban évacués par l'Armée Israélienne en juin 1978.

On peut y suivre l'évolution chronologique des opérations de la FINUL : la carte de janvier 1979, ne montre, en bleu, que les «postes d'observation» et les «limites des zones d'opération de la Force». Par contre, celle de juin 1979 montre une organisation plus sophistiquée : «Poste d'observation», «Poste de

contrôle routier», «Base de patrouille». De même, on note sur cette dernière un secteur contrôlé par l'Armée Libanaise près du village d'Arzoun.

Les différentes cartes montrent également la série de contingents qui ont occupé les différents secteurs. Ainsi, le contingent français, basé à Haris de juin 1978 à juin 1979 est remplacé, sur la carte de juin 1979 par le contingent néerlandais. Les Iraniens sont remplacés par les Nigériens après la chute du Shah, début 1979.

On voit aussi, sur toutes les cartes, une ligne en tiretés bleu indiquant la «limite septentrionale du secteur dans lequel la FINUL ne peut pas entièrement exercer ses fonctions». Ce trait délimite en fait «l'Etat du Liban Libre» de Saad Haddad (l'enclave des «forces de facto» des communiqués des Nations-Unies). Cette limite connaît des modifications de tracé, au gré des escarmouches entre les différentes forces en présence sur le terrain.

ANALYSE

Ces cartes montrent bien la complexité de la situation sur le terrain. Elles auraient été encore plus riches si elles portaient le tracé des courbes de niveau et quelques côtes d'altitude.

Une étude par «niveau de contrôle de l'espace», autrement dit «l'échelle» de la domination militaire du Sud-Liban est nécessaire pour dénouer cette complexité. Notons qu'une grande partie des informations présentées ci-dessous ne figure pas sur les cartes de la FINUL.

Plusieurs forces sont en présence dans la région :

1) La FINUL, (force d'intervention des Nations-Unies au Liban - UNIFIL) issue d'une décision de l'Assemblée Générale des Nations Unies avait comme mandat de vérifier l'évacuation des forces israéliennes du Sud-Liban et de faciliter le rétablissement de l'autorité libanaise dans le secteur. Si le premier point a été plus ou moins mené à bien, la création de «l'Etat du Liban Libre» en a interdit le second. La FINUL, dotée d'un armement léger (véhicules de reconnaissance, jeeps, quelques hélicoptères ...) est formée de contingents d'origines variées : ainsi Nigériens et Népalais côtoient Irlandais et Fijiens.

2) «L'Etat du Liban Libre» du Commandant Saad Haddad a été la réponse de la population libanaise chrétienne et chiite de la bande frontalière jouxtant Israël, au projet d'envoi de soldats de l'Armée Libanaise dans le secteur. Saad

Haddad les considère comme non-représentatifs de la légalité. Bien que peu étendue, cette «enclave» a une armée (Armée du Liban Libre) bien équipée en matériel fourni par Israël.

3) Les «Palestino-Progressistes» : terme général englobant les membres du «Mouvement National» libanais et toutes les organisations palestiniennes. Ils sont présents, en nombre limité dans tous les secteurs contrôlés par la FINUL, et en masse dans la «Poche de Tyr». Celle-ci est le secteur non soumis au contrôle des troupes onusiennes, puisque non occupée par l'armée israélienne. Les «Palestino-Progressistes» y disposent d'un armement sophistiqué et lourd (à l'exclusion de blindés). Ils sont également présents au-delà du Litani, surtout dans la région de Nabatiyé-Château de Beaufort, ainsi que dans le Aarkoub, autour de Hasbaiya.

4) L'Armée Libanaise : n'est présente en force dans le territoire contrôlé par la FINUL que dans le périmètre Derdghaiya-Arzoûn-Srîfa. Un petit nombre de soldats travaille en outre aux côtés des troupes de la FINUL, à certains barrages routiers. L'Armée Libanaise est également présente à Kawkaba, sur la route Béqaa-Marjayoûn. Elle y est depuis l'été 1978, son avance ayant été bloquée par les troupes de Saad Haddad.

5) La Gendarmerie Libanaise : présence toute symbolique dans quelques grands villages sous contrôle de la FINUL.

6) L'Armée Israélienne : présente en territoire libanais grâce à la présence de l'enclave de Saad Haddad. Des postes d'observation et, semble-t-il, des bases permanentes existent jusqu'à proximité de la zone-FINUL. Le contrôle du Golan Syrien en 1967 est également un atout sérieux. Les moyens militaires à sa disposition (aviation, surveillance électronique, marine) sont d'une autre classe par rapport à ceux utilisés par les autres forces.

7) L'Armée Syrienne : jamais en contact direct avec la FINUL, «l'Etat du Liban Libre» ou avec l'armée israélienne, elle reste cependant une donnée importante du jeu militaire dans la région : elle contrôle, grâce à un matériel lourd et sophistiqué les voies de passage forcées vers la Béqaa et les versants occidentaux du Jabâl Barouk-Jabal Nîha. Par contre, la bande côtière n'est sous son contrôle direct qu'au nord du Nahr al Zahrani, à proximité de Saïda.

L'analyse des «niveaux de contrôle» de chaque force en présence dans le secteur est intéressante, puisqu'elle nous permettra de saisir la dialectique «dominant-dominé». La partie «dominée» (topographiquement, militairement, idéologiquement) est évidemment en position de faiblesse. Mais nous verrons qu'à

chaque niveau d'analyse, certaines parties «dominées» sont «dominantes» à un autre niveau. Cette réflexion, qui se veut géographique (puisqu'elle intègre les données du terrain) permettra une perception originale du problème.

1) Le niveau «Local Elémentaire» : s'applique à un espace géographique limité (quelques centaines de m²) : sommet d'une colline, carrefour routier, secteur précis d'une voie d'infiltration possible. Les cartes montrent que la FINUL a établi un nombre impressionnant de barrages routiers et de points de contrôle dans, ou à l'entrée, des villages. Ces barrages ont comme but l'interdiction de l'acheminement d'armements vers d'éventuelles «bases d'opérations». Il s'agit le plus souvent de bases «Palestino-Progressistes», au nombre de 40. Les «Palestino-Progressistes», ne pouvant pas établir ce type de contrôle routier, on en déduit qu'ils ne contrôlent pas des points importants précis. Il faut ici nuancer : le pont de Qasmiyé, sur le Litani, est contrôlé par les progressistes. C'est aussi le seul lieu de passage pour les voitures de la FINUL désirant se rendre dans leurs secteurs. Ainsi, le contrôle d'un point «élémentaire» peut être suffisant pour contrôler une région de niveau supérieur.

L'Armée Libanaise est présente aux côtés de certains contingents onusiens et elle aide au contrôle ponctuel. Par manque de matériel et à cause de problèmes politiques, elle ne peut étendre «sa» zone. La Gendarmerie ne domine, et cela très précairement, que les installations qui lui ont été confiées. Il en résulte une constatation importante : l'idéologie de l'Etat, (ici au sens libanais, associé à l'idée de la «légalité») véhiculée par les forces de l'ordre (Gendarmerie) ou par l'Armée, est absente. Les institutions de l'Etat (douane, municipalités...) seront donc également absentes. Mais il serait faux d'affirmer que l'idéologie de l'Etat ait été remplacée par celles des idéologies des contingents qui tiennent les barrages routiers...

2) Le niveau «Local Supérieur» : est constitué par des régions de quelques kilomètres carrés : villages entiers, ensembles géographiques mineurs (vallée, série de collines, etc.). Le contrôle de ce niveau nécessite des moyens adéquats : un barrage routier est inefficace si on peut le contourner à pied...

Ainsi voit-on apparaître sur les cartes le sigle «poste d'observation». Ces postes sont localisés au sommet des collines, donc en position «dominante». Ils permettent le contrôle de l'espace géographique à deux niveaux : avantage tactique par leur position topographique, mais aussi avantage par suite de possibilités de surveillance. Dominer, c'est aussi pouvoir connaître l'adversaire, en vue de le contrecarrer. Les «adversaires» de la FINUL sont les hommes de l'Armée du Liban Libre, qui peuvent tenter des percées en territoire onusien, et les «Palestino-

Progressistes». Ceux-ci peuvent venir de la «Poche de Tyr» ou de la région au-delà du Litani, voire du Aarkoub. Tous les points d'observation sont systématiquement sur les hauteurs, fait confirmé par la carte topographique. La carte de la FINUL ne nous indique malheureusement pas la localisation des postes d'observation des autres forces. Ces points d'observation de la FINUL semblent gêner les mouvements de l'Armée du Liban Libre : la modification des limites de l'enclave, en direction de la zone onusienne en est une preuve.

Notons, par contre, la position étonnante du QG de la FINUL à Naqoura : il est situé dans l'enclave de Saad Haddad, donc dans une région que la FINUL ne contrôle pas. Il est en outre coincé entre la mer à l'ouest et les premiers contreforts du plateau galiléen à l'est. Position peu enviable, et surtout peu rationnelle, puisque dominée militairement et isolée des autres contingents. Le choix du site lui a valu des destructions importantes lors d'escarmouches avec les membres de l'Armée du Liban Libre. Par contre, la FINUL contrôle partiellement les voies d'accès aux ponts de Khardalé et de Qaaqaiat (Akiya).

3) Le niveau «Régional Inférieur» : se conçoit au niveau de grands ensembles régionaux (plusieurs centaines de kilomètres carrés). Cela suppose des moyens de contrôle différents de ceux utilisés pour dominer un carrefour ou un village.

La FINUL, sur la carte, contrôle apparemment toute la région. Elle possède en outre des positions importantes : Tibnine, (nœud routier important, position topographique dominante) etc. Mais pour l'ensemble de la région, cette affirmation doit être nuancée : une somme de barrages routiers et quelques postes d'observation ne dominent pas le tiers du Liban. La FINUL n'a pas pu empêcher la prise de plusieurs villages par les soldats de Saad Haddad, mieux armés. A cela il faut ajouter la variable politique, qui a souvent paralysé l'action des Nations Unies.

L'Armée du Liban Libre, qui contrôle également des nœuds routiers importants (Naqoura, Bent-Jbail, Marjayoun) a un avantage topographique non négligeable : la crête de Marjayoun, le versant Sud-Ouest du Hermon, les collines en bordure de la frontière (région de Kfar Kila, Aadaissé). Ces avantages sont moins évidents dans la partie occidentale de l'enclave, qui est altimétriquement similaire au territoire sous contrôle onusien.

A ce niveau d'analyse, les limites globales de l'enclave sont moins le fruit de considérations de domination du secteur de la FINUL (que la topographie assure souvent de toute façon) que la protection des centres urbains en Israël. Ainsi Kiryath Shemona, dans la dépression de Houlé est dominée topographiquement

de toutes parts. Jusqu'avant la création de «l'Etat du Liban Libre», la plaine de Houlé était la cible de fusées sol-sol lancées du rebord du plateau, en territoire libanais. Les villages israéliens seraient actuellement à l'abri de telles attaques, puisque «l'enclave», dans les secteurs de Marjayoun et de Meiss al Jabal est assez large, et de surcroît, limitée par des obstacles naturels (ouadi ed Debbé, par exemple). Plus au sud, les rétrécissements de la largeur de la bande s'expliquent par la possibilité qu'a l'Armée Israélienne de contrôler toutes les infiltrations (marge de manœuvre plus grande, installation sur des collines importantes de systèmes de surveillance électronique). Notons au passage que certaines collines dans le secteur sont tenues par les membres de la UNTSO, Force de surveillance des accords d'armistice Israélo-Libanaise.

Mais cette enclave est dominée, dans le secteur de Marjayoun, par le Château de Beaufort, point culminant et fortifié aux mains des «Palestino-Progressistes». La FINUL y a également un poste d'observation et de communication. Le château serait imprenable avec les moyens militaires classiques en usage au Sud-Liban. Il est limité, sur deux côtés, par les gorges du Litani (300 m d'encaissement, à pic), et il domine largement les plateaux, sur les deux autres côtés. L'artillerie, placée dans son enceinte, permet de bombarder tout le secteur Marjayoun-Khyam-Deir-Mimass, tout en restant à l'abri d'une éventuelle riposte. La «Poche de Tyr», également aux mains des «Palestino-Progressistes», a un intérêt moindre, mais non négligeable : contrôle du pont de Qasmiyé, présence d'un port, possibilités d'utilisation d'armes lourdes. Tout le secteur entre le Nahr al Zahrani et le Litani constitue aussi un atout stratégique puisque son contrôle nécessite, au préalable, l'occupation de la zone-FINUL.

L'Armée Israélienne, présente dans la bande frontalière (bases fixes et mobiles, utilisation possible d'un aéroport au Nord de Métulla) contrôle le Aarkoub et le secteur de Marjayoun à partir du Hermon. Avec l'artillerie à longue portée, elle contrôle aussi la région du Château de Beaufort et Nabatiyé.

Nous pouvons résumer : la FINUL contrôle quelques routes et collines, d'autres lui échappant (présence des «Palestino-Progressistes»). Mais l'enclave de Saad Haddad l'empêche d'avoir accès à des points importants ou un contrôle total. L'Enclave domine, en plusieurs parties, des contingents ou des bases de la FINUL.

Ailleurs, les «Palestino-Progressistes» sont dominés topographiquement par les troupes onusiennes (Poche de Tyr) et dominant l'Enclave (Château de Beaufort). Mais Israël domine à son tour l'Enclave et certaines régions «progressistes».

4) Le Niveau « Régional Supérieur » : nous entendons par cela le contrôle de plusieurs milliers de kilomètres carrés. Géographiquement, cela se nommera le Aarkoub, la Bégaa, les Plateaux du Sud-Ouest. Les moyens utilisés, sophistiqués, se placent à plusieurs niveaux :

1) Militaire : possibilité d'éliminer tout obstacle en vue d'atteindre le but recherché. Pour les Israéliens et Saad Haddad, le but est l'anéantissement des Palestiniens et de tout autre danger menaçant leur existence. Il est clair que Saad Haddad ne peut mener à bien ce plan sans l'aide d'Israël. Pour les « Progressistes », le contrôle du Sud-Liban est un préalable pour la « poursuite de la lutte contre Israël et de ses alliés ». Nous voyons que dans les deux cas, ni les progressistes, ni Saad Haddad ne contrôlent la totalité des grands ensembles géographiques. Potentiellement ce ne sont que de grandes puissances militaires régionales qui peuvent le faire :

2) Renseignements : possibilité d'être en possession d'informations stratégiques (militaires, politiques, économiques...). Pour cela il faut des moyens classiques (que tous les belligérants au Sud-Liban possèdent) ou sophistiqués (que seuls ont Israël, et dans une moindre mesure la Syrie) : surveillance électronique, reconnaissance aérienne, etc.

3) Economique : le Sud-Liban devrait également être le théâtre d'une confrontation économique entre l'économie libanaise (et par extension celle des pays arabes) et l'israélienne. La réalité est plus nuancée : l'enclave, située au Liban, a été isolée du reste du pays durant la guerre 1975-1976. Sa population a dû trouver d'autres débouchés pour ses produits (tabac) et main-d'œuvre. D'où la « Bonne Frontière » avec Israël, qui a partiellement intégré l'Etat du Liban Libre dans son économie. Mais cette enclave n'est pas actuellement entièrement isolée du Liban, des échanges commerciaux se font à nouveau (en tenant compte des péages imposés par Saad Haddad), des produits israéliens et libanais se côtoient sur les étagères, et les deux monnaies ont cours.

4) Idéologique : parallèlement à l'aspect militaire, la région subit des tentatives de domination idéologiques. L'examen de chaque niveau d'imposition de ces idéologies n'est pas notre propos ici. Il suffit de noter que le Sud est le lieu de confrontations entre l'idéologie israélienne (le Sionisme) et les autres, Progressiste (toutes les variantes), Nationaliste Palestinienne, Baassiste (2 tendances), Islamique, et enfin Libanaise (l'idéologie officielle des institutions du pays). La FINUL,

évidemment, ne constitue pas une idéologie cohérente et définissable, même si chaque contingent diffuse inconsciemment la sienne.

Nous pouvons affirmer qu'Israël (représenté sur le terrain par son armée) a une idéologie cohérente ou du moins unitaire face à la multitude des idéologies qui lui sont hostiles. Mais elle n'a aucune prise sur la population libanaise du Sud, si ce n'est une vision commune avec l'Etat du Liban Libre (à idéologie nationaliste) sur la présence palestinienne dans le secteur. Les autres idéologies ont trouvé, par contre, un terrain fertile. Mais aucune n'a pu dominer les autres, d'où des heurts violents. L'idéologie libanaise (qu'il faudrait définir) ne peut non plus s'imposer, vu la faiblesse de l'Armée et la Gendarmerie. A signaler également le rôle important des nombreuses radios (officielles et clandestines) dans la propagation des idéologies.

Nous voyons aussi que la FINUL est incapable de dominer l'espace géographique à ce niveau : elle n'a ni les moyens militaires, ni la volonté politique. L'Armée Libanaise n'a pas, non plus, les moyens militaires pour mener à bien sa mission : rétablir la «légalité» dans la région. Cet acte suppose l'élimination de l'enclave et ramener la présence militaire palestinienne aux limites géographiques précisées par les «Accords du Caire». Dans les deux cas, l'Armée Libanaise se trouve bloquée. L'enclave existe par et pour Israël. Son élimination provoquerait une riposte rapide de celle-ci, de même que des «Forces Libanaises» qui contrôlent certains secteurs du Mont-Liban. Elles ne toléreraient pas l'élimination de leur allié idéologique et, en partie, confessionnelle.

Une confrontation avec les Palestiniens serait militairement désastreuse pour l'Armée Libanaise, vu l'équilibre militaire entre les deux forces. On verrait également certains pays arabes intervenir pour soutenir leurs «protégés». Le problème deviendrait alors politique.

Si le problème d'une confrontation avec l'Armée Libanaise est écarté, il reste que les «Palestino-Progressistes» ne peuvent agir efficacement tant que la FINUL existe au Sud-Liban. La Poche de Tyr et le Château de Beaufort sont insuffisants pour contrôler l'enclave ou nuire à Israël. Les opérations contre cette dernière ne peuvent être que de type guérilla.

Il ne reste que l'armée Israélienne et l'Armée Syrienne. L'Armée Israélienne par ses moyens (aviation moderne, technologie d'avant-garde, artillerie de longue portée, troupes hélicoptées, appui de la marine) peut dominer le cadre géographique. Elle l'a montré en février 1978 (Opération «Litani»), bien que plusieurs bases palestiniennes semblent avoir survécues intactes à l'invasion.

De même, l'Armée Syrienne pourrait contrôler certains secteurs du Sud-Liban, grâce aux moyens militaires en sa possession : aviation techniquement comparable à l'israélienne, nombre de sa troupe, barrages d'artillerie «à la soviétique» etc...

C'est à ce niveau supérieur qu'intervient la variable politique. Israël pourrait dominer le Sud, à condition d'un appui politique à l'intérieur de son pays malgré le mouvement «Paix Maintenant» et une situation économique angoissante, ou à l'extérieur à condition d'une opinion publique internationale favorable à toute aventure expansioniste.

La Syrie, autre force potentielle, ne semble pas vouloir risquer une confrontation, surtout en période d'instabilité politique à l'intérieur de son pays. Son seul but militaire, d'ordre passif, serait de bloquer ou de freiner une éventuelle percée israélienne en direction de la Bqaa ou les villes de la côte.

Il en résulte une situation de «wait and see», chaque force cherchant à améliorer ses positions élémentaires. Tout passage de contrôle, d'un niveau inférieur à un niveau supérieur enclencherait inmanquablement une riposte violente du camp adverse, sauf de la FINUL qui n'en a pas les moyens.

Ainsi, ces cartes, à usage apparemment innocent, puisque destinées à un usage d'information du public, se révèlent être des documents exceptionnels pour des raisonnements géographiques sur les problèmes de la domination, ici militaires. Mais peut-on dissocier géographie et guerre au Moyen-Orient ?

15 juillet 1980.